



Grand Paris : l'Élysée veut tenir son calendrier

URBANISME

Le président était hier à la Défense (Hauts-de-Seine), quartier emblématique du Grand Paris.

« C'EST à une mobilisation générale que j'appelle ! » Hier, au Cnit de la Défense, Nicolas Sarkozy a dit vouloir « aller vite, le plus vite possible » sur le dossier du Grand Paris. Deux mois après son intervention à la Cité de l'architecture à Paris, le 29 avril dernier, au cours de laquelle il avait lancé les grands chantiers, le président de la République a confirmé, hier, le dépôt à l'automne par le gouvernement d'un projet de loi destiné à « piloter le projet du Grand Paris de façon différente de l'habitude ».

« L'ampleur des enjeux doit nous amener à créer un certain nombre de procédures nouvelles », a-t-il précisé lors d'une table ronde présidée par Patrick Devedjian, patron du conseil général des Hauts-de-Seine, en présence de Jean-Louis Borloo, Valérie Pécresse, Christian Blanc et du nouveau secrétaire d'État au Logement, Benoist Apparu. De ce texte devrait naître « une société à capitaux publics » pour la maîtrise d'ouvrage et l'aménagement, associant l'État et les collectivités locales mais aussi les dix équipes d'archi-

tectes qui « doivent se réunir en un atelier international ».

Assouplir les règles d'urbanisme

Cette loi permettra aussi d'assouplir les règles d'urbanisme autour des quelque trente gares appelées à voir le jour au long de la double boucle de 140 kilomètres de métro automatique conçue par le secrétaire d'État au Développement de la Région capitale, Christian Blanc, en partie compatible avec la boucle de transports dite « Arc Express » projetée par la Région Ile-de-France.

Nicolas Sarkozy n'a pas douté de la capacité de trouver les 35 milliards nécessaires au financement de ces transports. Une mission sur laquelle travaille en ce moment le député UMP du Val-de-Marne, Gilles Carrez. « Quand on multiplie les transports en commun, on valorise le foncier alentour dans des proportions considérables », a expliqué le chef de l'État qui s'est félicité de la coopération des présidents de la SNCF et de la RATP, Guillaume Pepy et Pierre Mongin, présents à la table ronde. « Enfin deux présidents décidés à travailler ensemble ! », leur a-t-il lancé.

Alors que ces dossiers exigent une forte concertation de l'État

avec les acteurs locaux, Sarkozy a en outre proposé la création d'une « Agora du Grand Paris » pour réunir régulièrement les élus de la métropole. Présent autour de la table, Jean-Paul Huchon, président PS de la Région, n'a pu réprimer une grimace d'agacement. Il est aussi vice-président de Paris Métropole, ce syndicat lancé par le maire PS de Paris, Bertrand Delanoë, dont l'objet est justement de créer une synergie entre élus franciliens. Sarkozy n'apprécie pas le fonctionnement de Paris Métropole où « les représentants d'un courant politique sont désignés par un autre courant... » Il veut qu'en soient transformées les règles. Le nom aussi ? Dans l'assemblée, un autre vice-président du syndicat et maire divers droite de Sceaux (Hauts-de-Seine), Philippe Laurent, était agacé. « L'État veut prendre la main totalement et ne fait pas confiance aux élus locaux ».

À la mairie de Paris, on dénonce « un mauvais procès » et on insiste sur le fait que Paris Métropole « n'est pas dans une logique politique ou partisane », comme l'a « justement souhaité » le président pour le Grand Paris.

SOPHIE DE RAVINEL